

Réunion du jeudi 20 septembre 2018

COMITÉ SYNDICAL

LIEU : Fillé-sur-Sarthe

œ 8

COMPTE-RENDU

œ 8

DEPARTEMENT DE LA SARTHE



SYNDICAT MIXTE POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA REGION MANCELLE



Le vingt septembre deux mille dix-huit, à 10 H 00, le Comité Syndical, après convocation légale du treize septembre deux mille dix-huit, s'est réuni **à la Salle du Conseil Municipal à Fillé-sur-Sarthe**, sous la présidence de Monsieur Joël GEORGES.

Etaient présents :

✓	M. FROGER Michel	Délégué titulaire de la commune de Brette-Les-Pins
✓	M. GEORGES Joël	Délégué titulaire de la commune de Changé
✓	Mme SIMON Claudette	Déléguée suppléante de la commune de Changé
✓	M. BOULAY Patrick	Délégué titulaire de la commune d'Ecommoy
✓	M. PRUNIER Jean-Luc	Délégué titulaire de la commune de Laigné-en-Belin
✓	M. SECHET Yves	Délégué suppléant de la commune de Neuville-sur-Sarthe
✓	M. LECOMTE Bruno	Délégué titulaire de la commune de Saint-Gervais-en-Belin
✓	M. PANNIER Olivier	Délégué titulaire de la commune de Saint-Ouen-en-Belin
✓	M. POUSSE Alain	Délégué suppléant de la commune de Saint-Ouen-en-Belin
✓	M. COUSIN Philippe	Délégué titulaire de la commune de Saint-Pavace
✓	M. RETIF Olivier	Délégué titulaire de la commune de Savigné-L'évêque
✓	M. ALLAIS Serge	Délégué titulaire de la commune de Teloché
✓	M. DECARPES Gérard	Délégué titulaire de la CDC du Val de Sarthe
✓	M. PERREUX Pascal	Délégué titulaire de la CDC du Val de Sarthe
✓	M. OLIVIER Patrice	Délégué titulaire de la CDC du Val de Sarthe
✓	M. JOUANNEAU René	Délégué suppléant de la CDC du Val de Sarthe
✓	M. CAVAILLES Olivier	Délégué titulaire de la CDC du Val de Sarthe
✓	M. MADIOT Olivier	Délégué titulaire de la CDC du Val de Sarthe
✓	M. GARNIER François	Délégué titulaire de la CDC de Val de Sarthe
✓	M. AVIGNON Jean-Yves	Délégué titulaire de la CDC de Val de Sarthe
✓	M. FOURNIER Stéphane	Délégué suppléant de la CDC de Val de Sarthe
✓	M. LAMY Roland	Recette municipale

Absents excusés :

✓	M. DENIEL Hervé	Délégué suppléant de la commune de Brette-Les-Pins
✓	M. HUMEAU Michel	Délégué titulaire de la commune de Changé
✓	Mme. BENYAKHOU Viviane	Déléguée suppléante de la commune de Changé
✓	M. GOUHIER Sébastien	Délégué titulaire de la commune d'Ecommoy
✓	M. BARBEAU Christian	Délégué suppléant de la commune de Saint-Gervais-en-Belin
✓	M. JULIEN Joël	Délégué titulaire de la commune de Saint-Mars-La-Brière
✓	M. PERISSET Bernard	Délégué titulaire de la commune de Savigné-L'évêque
✓	M. LAMBERT Gérard	Délégué titulaire de la commune de Teloché
✓	M. GANDON Philippe	Délégué titulaire de la CDC du Val de Sarthe
✓	M. CORVAISIER Patrick	Délégué suppléant de la CDC du Val de Sarthe
✓	M. HUBERT Lionel	Délégué titulaire de la CDC du Val de Sarthe
✓	Mme LE DREAU Sylvie	Déléguée suppléante de la CDC du Val de Sarthe
✓	Mme RUAUX Marine	AGENCE DE BASSIN LOIRE BRETAGNE
✓	Mme PAPIN Sandrine	A.R.S

Désignation d'un secrétaire de séance :

- ✓ Monsieur LECOMTE Bruno est nommé Secrétaire de séance.

Monsieur Joël GEORGES, Président, ouvre la séance et remercie les délégués de leur présence.

Monsieur Joël GEORGES remercie **Monsieur Loïc TRIDEAU, Maire de la commune de Fillé-sur-Sarthe**, pour son accueil et lui donne la parole.

Monsieur Loïc TRIDEAU présente sa commune de 1550 habitants stationnaire depuis 10 ans. Cette commune périurbaine de 1700 hectares (dont 14 hectares en 10 ans pour l'agriculture) est située à 15 km du Mans et fait partie de la Communauté de Communes du Val de Sarthe. La surface agricole a diminué ; on comptait 45 exploitations il y a 50 ans alors qu'aujourd'hui il y en a plus que 3. La commune bénéficie d'un champ solaire de 10 hectares depuis 2014 et un jardin maraîcher occupant 6 emplois. Tous les commerces de proximité ont été conservés, un restaurant, une boulangerie, une charcuterie, ... Il y a eu un investissement de la commune pour le moulin de Fillé, centre d'art contemporain dont la Communauté de Commune a pris le relais. On y fabrique de la farine BIO. Fillé-sur-Sarthe est dynamique avec une bibliothèque, une école publique composée de 5 classes, une école privée possédant 3 classes et un restaurant scolaire biologique (repas locaux et de saison). Actuellement sur la commune, des panneaux solaires photovoltaïques sont installés.

Monsieur Joël GEORGES souhaite rendre hommage à Monsieur Jean-Claude BOULARD, Maire du Mans et Monsieur Michel DEROO, délégué titulaire du Syndicat pour la commune de Spay disparus récemment, demandant à l'assistance d'observer une minute de silence.

Monsieur Joël GEORGES énonce ensuite la liste des absents excusés et nomme **Monsieur Bruno LECOMTE** secrétaire de séance.

Monsieur Joël GEORGES propose aux membres du Comité la possibilité d'ajouter un point à l'ordre du jour, à savoir la réalisation d'un audit relatif à l'optimisation des charges sociales patronales et de la fiscalité énergétique. L'accord lui est donné.

1- APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE COMITÉ SYNDICAL DU 22 JUIN 2018

Monsieur Joël GEORGES demande s'il y a des questions et des observations concernant le compte rendu de la dernière réunion du Comité Syndical.

Concernant la DECI, il est demandé quelle est la procédure pour l'entretien des poteaux d'incendie, car pour certains entretiens, la commune doit recevoir une attestation de réception.

Monsieur Samir BRIHI répond que l'attestation de réception ne fait pas partie de la convention.

Monsieur Stéphane FOURNIER souhaite savoir si, à chaque nouvelle convention, le Syndicat enverra un compte-rendu.

Monsieur Samir BRIHI répond qu'un compte-rendu sera envoyé quand les travaux seront réalisés. Il précise que l'étalonnage du matériel de mesure sera à faire régulièrement.

Monsieur Stéphane FOURNIER fait remarquer que, pour les communes du SIDERM, les poteaux d'incendie ne sont pas numérotés.

Monsieur Samir BRIHI explique qu'effectivement cela fera partie de la convention.

Monsieur Stéphane FOURNIER s'interroge sur le prix de l'entretien à 35 €.

Monsieur Joël GEORGES explique que le Bureau Syndical a été au plus juste pour les 35 € avec la meilleure prestation possible.

Monsieur Samir BRIHI précise que les communes peuvent faire appel à un prestataire privé mais celui-ci devra faire appel au SIDERM pour les accompagner et cela engendrera malgré tout un coût.

Monsieur Stéphane FOURNIER demande si cette procédure est la même pour les pompiers.

Monsieur Samir BRIHI répond que non.

Monsieur François GARNIER constate que cette prestation a posé quelques interrogations pour certaines communes et demande si la numérotation se fera en fonction du SDISS.

Monsieur Samir BRIHI répond affirmativement et précise que la numérotation démarrera à partir de 1 pour chaque commune, respectant le même ordre que celui du SDIS.

Accord à l'unanimité.

2- COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT ET LE BUREAU SYNDICAL

Le Bureau Syndical

- Dégrèvements.

3- ELECTION DU 14^{ème} MEMBRE DU BUREAU SYNDICAL

Monsieur Joël GEORGES, Président, rappelle que les statuts prévoient un Bureau Syndical composé de 14 membres, dont le Président et les Vice-Présidents.

Il convient, par conséquent, de procéder à l'élection du 14^{ème} membre par scrutin uninominal à 3 tours.

CANDIDAT :

- ✓ Monsieur François GARNIER, délégué titulaire de la CDC du VAL DE SARTHE.

Résultats :

- Nombre de délégués du Comité Syndical.....	21
- Total des inscrits.....	21
- Total des votants.....	20
- Suffrages exprimés	20
- Suffrages déclarés nuls	0

A obtenu :

- ✓ Monsieur François GARNIER 20 voix

Monsieur François GARNIER qui obtient la majorité absolue est élu **membre** du bureau du Syndicat Mixte pour l'Alimentation en Eau Potable de la Région Mancelle.

4- RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX DE L'EAU ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET RAPPORT D'ACTIVITÉS EXERCICE 2017

Monsieur Joël GEORGES donne la parole à **Monsieur Samir BRIHI** pour la présentation du rapport annuel 2017.

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et le rapport d'activité ont été établis conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007.

Ces rapports, ainsi que le rapport 2017 de l'Agence Régionale de Santé, le rapport 2017 des exploitants et la note d'information de l'Agence de l'Eau ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa réunion du 12 septembre 2018.

Il est demandé aux membres du Comité Syndical :

- *de donner un avis sur ces documents qui devront être ensuite transmis à chaque commune, conformément à la réglementation.*

Monsieur Roland LAMY prend la parole et précise qu'il y a une hausse du taux de recouvrement sur le nouveau territoire car les impayés sont concentrés principalement sur les communes qui sont parties à Le Mans Métropole. *« Il y a toujours le même temps de relance mais on a de plus en plus de dossiers qui sont déposés à la banque de France. On a une forte demande pour le prélèvement mensuel, cela améliorera le taux de recouvrement. »* Il précise que *« ces dossiers sont suivis de très près car, désormais, il n'est plus possible de procéder à des saisies sur les prestations sociales et les gens en font usage. »*

Monsieur Philippe COUSIN répond qu'il est dommage de ne pas avoir de règles pour limiter cette pratique.

Monsieur Bruno LECOMTE explique que les procédures de surendettement ont un rôle de blocage et si elles s'arrêtent, les banquiers demandent l'intégralité du remboursement des dettes. Les gens font parfois preuve de bonne volonté. Il faudrait voir avec le législateur.

Monsieur Philippe COUSIN s'interroge sur la consommation moyenne par an d'un abonné car avant, on l'estimait à 105 m³.

Monsieur Samir BRIHI répond que l'on serait à 90 m³ à présent.

Monsieur Joël GEORGES précise que l'an prochain, le rapport annuel tiendra compte de la sortie de Le Mans Métropole, on y verra plus clair.

En ce qui concerne le taux de rendement, **Monsieur Bruno LECOMTE** explique que l'on ne peut pas avoir un rendement à 97 %. On est à 85,20 % de rendement réel. Il y a des Syndicats qui disent être à 99 %, *« c'est juste impossible ! »*.

Monsieur Philippe COUSIN confirme que techniquement cela n'est pas possible.

Monsieur François GARNIER remercie le SIDERM car il voit que maintenant il y a un résumé du rapport annuel et demande qu'il soit transmis aux communes avant sa présentation.

Accord à l'unanimité.

5- PROGRAMME DE TRAVAUX 2018-2019 - 87^{ème} TRANCHE DE TRAVAUX

Monsieur Joël GEORGES donne la parole à **Monsieur Samir BRIHI** pour la présentation du programme de travaux 2018-2019.

Vu l'article L.2122-21-1 appliqué conformément à l'article L.5211-2 du code général des collectivités territoriales, qui prévoit que la délibération du Comité Syndical, chargeant le Président de souscrire un marché déterminé, peut être prise avant l'engagement de la procédure de passation de ce marché. Elle comporte alors obligatoirement la définition de l'étendue du besoin à satisfaire et le montant prévisionnel du marché.

Article 1^{er} : Définition de l'étendue du besoin à satisfaire

Le programme de travaux sur réseaux qui est proposé dans le tableau ci-dessous comprend des opérations de renouvellement de réseaux anciens ou en mauvais état ainsi que des opérations de modification de réseaux existants dans le cadre de travaux d'aménagement de voirie dont les communes ou les gestionnaires de voirie nous ont fait part.

Ces travaux comprennent la fourniture et la pose de canalisations, d'appareils de robinetterie, d'appareils de fontainerie et de reprise des branchements. Le cas échéant, les compteurs seront également remplacés et équipés pour la télé-relève.

Ce programme est basé sur les rapports de l'étude patrimoniale réalisée en 2017, ainsi que sur le schéma directeur réalisé par la commune d'Ecommoy la même année.

Celui-ci n'est donné qu'à **titre indicatif** et pourra être aménagé si des interventions plus urgentes doivent se substituer à celles envisagées, ou si des opérations sont retardées du fait de tiers.

Les travaux envisagés sont les suivants :

COMMUNE	LIEU DES TRAVAUX	NATURE DES TRAVAUX
GUECELARD	ROUTE DES GALOPIERES	Renouvellement de réseaux AEP -
FILLE SUR SARTHE	ROUTE DES VIGNES (Tranche 3)	Renouvellement de réseaux AEP -
ECOMMOY	ROUTE DU MANS entre n°1 et 74 (Tranche 1)	Renouvellement de réseaux AEP -
ETIVAL	ROUTE DE VOIVRES	Renouvellement de réseaux AEP -

Pour réaliser ces travaux, un nouveau marché doit être passé conformément au Code des Marchés Publics.

Article 2 : Le montant prévisionnel du marché

Le montant maximum du marché est estimé à **370 000 € HT** sur la durée totale du marché.

Article 3 : Procédure envisagée

Vu le montant estimé, ce marché de travaux sera passé en procédure adaptée et sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire.

Il est demandé au Comité Syndical :

- ✓ d'approuver ce programme 2018-2019,
- ✓ d'autoriser M. le Président :
 - à désigner un coordonnateur de sécurité pour ces travaux,
 - à lancer les procédures d'appel à la concurrence pour la réalisation de ce programme,
 - d'autoriser M. le Président à signer le marché et le (ou les) éventuel(s) avenant(s) qui n'entraînera(ont) pas une augmentation du montant initial supérieure à 5%.
 - à solliciter, auprès des organismes compétents, les subventions auxquelles pourraient donner droit ces travaux.

Les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget 2018.

Nous vous rappelons la nécessité d'informer nos services en amont de vos projets d'aménagement pour les intégrer dans nos tranches de travaux.

Monsieur Joël GEORGES précise que les investissements ont été votés dans le budget. C'est une période transitoire, en 2019 on y verra de plus près. On est bien financièrement, l'avenir est intéressant pour le Syndicat. Des communes semblent intéressées pour intégrer le SIDERM, ce qui est positif. Plus on fera d'investissements, plus on aura de rendement. On peut tout de même s'améliorer.

Monsieur Samir BRIHI ajoute que le programme est moins fourni car l'enveloppe budgétaire est réduite par rapport à d'habitude. Auparavant, elle était d'environ 1 000 000 € pour ce marché alors qu'aujourd'hui, il est prévu 370 000 € HT pour l'accord cadre mono-attributaire. Il demande aux communes qu'elles adressent au SIDERM leur planning prévisionnel de travaux pour pouvoir anticiper.

Accord à l'unanimité.

6- DÉCISION MODIFICATIVE N°2

Monsieur COUSIN Philippe, 2^{ème} Vice-président chargé de l'Administration Générale, du Personnel, du Budget et des relations avec les usagers, indique qu'il est nécessaire de procéder au réajustement de certains articles du budget. Il est donc demandé au Comité Syndical de voter les inscriptions et modifications suivantes aux articles suivants :

Section d'exploitation

DEPENSES D'EXPLOITATION :

Chapitre 011 - Charges à caractère général	+ 38.000,00 €
•.....Article 6066 - Carburant	+ 3.000,00 €
•.....Article 615231 – Entretien réseau	+ 30.000,00 €
•.....Article 615282 – Frais d'intervention pour remplacement des compteurs	+ 2.000,00 €
•.....Article 6180 – Analyses	+ 3.000,00 €
Chapitre 012 - Charges de personnel	+ 00,00 €

-Article 6338 – Impôt, taxes,... sur rémunérations.....+ 200,00 €
-Article 6412 – Congés payés- 1.400,00 €
-Article 6451 – Cotisations URSSAF.....+ 1.000,00 €
-Article 6454 – Cotisations aux ASSEDICS.....+ 200,00 €

Chapitre 65 - Autres charges de gestion courantes.....+ 1.000,00 €

-Article 6531 - Indemnités.....+ 300,00 €
-Article 6532 - Missions.....- 300,00 €
-Article 658 – Charges diverses de la gestion courante+ 1.000,00 €

Chapitre 022 - Dépenses imprévues- 39 000,00 €

TOTAL+ 0,00 €

Il est demandé aux membres du Comité Syndical :

- ✓ *d'adopter la présente décision modificative.*

Accord à l'unanimité.

7- CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE AVEC LE SIAE DE MAYET

Monsieur Joël GEORGES, Président, explique qu'en 2017 le SIDERM a modifié ses statuts afin d'étendre la possibilité de réaliser des prestations de service à d'autres collectivités (avant cette date, cette possibilité était réservée aux membres).

Le SIAE de Mayet exploite en régie la distribution d'Eau Potable sur huit communes. Il assure le service en s'appuyant sur onze agents.

Afin de faciliter l'organisation de l'astreinte sur ce territoire, le SIDERM interviendrait périodiquement à la place des fontainiers du SIAE de Mayet.

Les coûts de prestations seront facturés conformément à la convention établie.

Il est demandé aux membres du Comité Syndical :

- ✓ d'autoriser M. le Président à signer la convention avec le SIAE de Mayet et tous les documents s'y rattachant.

Monsieur Jean-Claude LANDAIS explique que le SIAE de Mayet a déjà souscrit une convention, il s'agit du renouvellement.

Monsieur Michel FROGER admet que l'astreinte tous les 15 jours est une contrainte qui pose problème pour garder le personnel, car ils ne sont plus d'accord.

Monsieur François GARNIER ajoute que la rédaction de la convention est bien mais il faudrait inclure les tâches de la structure. L'article 4 sur les tarifs n'est pas détaillé, le tarif ne doit pas se limiter au seul coût du personnel.

Monsieur Jean-Claude LANDAIS explique qu'il s'agit d'un forfait auquel s'ajoute l'ensemble des coûts. L'intérêt est gagnant/gagnant. Il est indemnisé selon sa prestation. Il y a une dépense et une recette.

Monsieur François GARNIER demande sur quelle base sera facturé l'agent.

Monsieur Jean-Claude LANDAIS répond sur les frais de gestion.

Accord à l'unanimité.

8- MISE EN PLACE D'UN CONTRAT TRANSACTIONNEL AVEC LA NANTAISE DES EAUX - FIN DE CONTRAT DE DELEGATION PAR AFFERMAGE DU SERVICE D'EAU POTABLE

Monsieur Joël GEORGES, Président, explique que depuis 2008, la Commune d'Ecommoy a délégué, par un contrat d'affermage, l'exploitation de son service public de production et de distribution d'eau potable. Ce contrat conclu par la Commune d'Ecommoy avec NANTAISE DES EAUX SERVICES (NDES) est arrivé à échéance le 31 décembre 2017.

Après réflexion sur l'organisation de son service d'eau potable et par délibération du Conseil municipal en date du 19 juin 2017, la Commune d'Ecommoy a décidé de :

- Demander à adhérer au SIDERM à compter du 1^{er} janvier 2018 ;
- En conséquence, de transférer au SIDERM sa compétence « eau potable » (production et distribution) telle qu'énoncée à l'article L. 2224-7-1 du Code général des collectivités territoriales.

Par délibération en date du 7 juillet 2017, le Comité syndical a pris acte de la demande d'adhésion et de la demande de transfert de compétence eau potable (production et distribution) de la Commune d'Ecommoy au SIDERM et a autorisé en conséquence la modification de ses statuts.

Depuis le 1^{er} janvier, la Commune d'Ecommoy et le SIDERM ont constaté un certain nombre d'irrégularités incombant à NDES qui doivent être régularisées.

Afin de mettre définitivement fin au litige, NDES s'engage à rembourser ou bien participer aux frais des remises en conformité réalisées par le SIDERM pour l'ensemble des irrégularités décrites à l'article 2.

En contrepartie, le SIDERM renonce à toute action ou recours complémentaire pour toute irrégularité non inscrite au présent protocole.

Il est demandé aux membres du Comité Syndical :

- ✓ d'autoriser M. le Président :
- à engager une procédure amiable de transaction avec la société LA NANTAISE DES EAUX SERVICES,
- à signer et mettre en œuvre les documents qui en découleront tel que le contrat de transaction.

Monsieur Joël GEORGES ajoute que suite à un problème avec la NANTAISE DES EAUX, ils nous doivent de l'argent.

Monsieur Samir BRIHI explique qu'il y a une irrégularité concernant une surfacturation sur la commune d'Ecommoy sur les 6 derniers mois. Aussi, ils devaient remplacer les compteurs de plus de 15 ans ainsi que des clapets sur 1000 compteurs. Ce qui n'a pas été fait.

Monsieur Patrick BOULAY demande si les 1000 clapets seront posés sur Ecommoy.

Monsieur Samir BRIHI répond par l'affirmative.

Monsieur Jean-Claude LANDAIS ajoute que dans le contrat de délégation de service public, la commune a un devoir de contrôle, elle en a l'obligation mais cela est rarement fait. Il faudrait démarrer l'accompagnement 1 an avant la passation afin de vérifier qu'elle respecte les clauses pour limiter au maximum les dégâts.

Monsieur Jean-Claude PRUNIER s'interroge sur le montant à recouvrer.

Monsieur Jean-Claude LANDAIS répond 15 000 €.

Accord à l'unanimité.

9- COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION EN EAU PARTICIPATION AU PROGRAMME POUR LA COMMUNE DE BERE AU BURKINA FASO

Monsieur GEORGES Joël, Président, indique qu'un crédit a été ouvert au Budget Primitif 2018 pour participer à des opérations de coopération internationale, ainsi que le prévoit la loi n° 2005-95 du 9 février 2005.

Par courrier en date du 3 juillet 2018, la commune d'Etival avait proposé au Syndicat d'apporter son aide à « un projet d'aide à la commune de Béré pour un meilleur accès à l'eau potable ». Le coût total de ce projet est d'environ 250 000 €.

Le Conseil d'Administration de l'agence de l'eau Loire Bretagne a octroyé 100.000 € pour ce projet. La Région Pays de la Loire a également donné un avis favorable et a voté l'attribution d'une première tranche de 27.000 €. D'autres organismes ont également été sollicités.

La participation du Syndicat a été de 3.000 € en 2015, 3.000 € en 2016 et pourrait être fixée à la somme de 3.000 € pour 2019, la dotation 2018 ayant déjà été attribuée.

Il est proposé aux Membres du Comité :

- ✓ *De donner leur accord à cette action de coopération pour l'association « Groupe Etival Solidarité Tiers Monde »,*
- ✓ *D'autoriser le versement de la somme de 3.000 € au titre de l'année 2019, à la commune d'Etival, qui est chargée de collecter les fonds auprès des différents partenaires,*
- ✓ *D'inscrire les crédits correspondants au budget 2019.*

Monsieur Gérard DECARPES ajoute que la commune de Fillé sur Sarthe est partie prenante de cette association avec la commune d'Etival Les Le Mans. Il y a déjà eu plusieurs déplacements et un suivi. On ne s'impose pas dans le village, on travaille en coopération avec le BURKINA FASO.

Accord à l'unanimité.

10- APPROBATION DU PROJET DE SAGE DU BASSIN VERSANT DE LA SARTHE AVAL

Monsieur Bruno LECOMTE, 1^{er} Vice-Président, indique que par courrier en date du 10 août 2018 et conformément au code de l'environnement, Madame la Présidente de la Commission Locale de l'Eau

sollicite l'avis du Comité Syndical sur le projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin versant de la Sarthe Aval adopté par les membres de la Commission Locale de l'Eau (CLE) le 5 juin 2018.

Le Comité Syndical dispose d'un délai de 4 mois à compter de la réception (le 17 août 2018) du courrier de Madame la Présidente de la Commission Locale de l'Eau pour délibérer.

Cette sollicitation s'inscrit dans la phase de consultation des conseils généraux, du conseil régional, des chambres consulaires, des communes, de leurs groupements compétents.

Le comité de bassin devra se prononcer sur la compatibilité du SAGE de la Sarthe Aval avec le Schéma Directeur d'Aménagement du Bassin Loire Bretagne et sur sa cohérence avec les autres SAGE du bassin Loire Bretagne.

A l'issue de cette phase de consultation, le projet de SAGE sera éventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis puis sera soumis à enquête publique conformément au décret n°2007-1213 du 10 août 2007. Une fois adopté, le règlement du SAGE sera opposable aux tiers.

Les SAGE ont été créés à l'échelle d'un bassin hydrographique cohérent pour répondre aux principes d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et à satisfaire les objectifs du bon état des masses d'eau introduit par la Directive Cadre de l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000.

Les SAGE sont élaborés par une Commission Locale de l'Eau qui comprend des représentants de l'Etat, des collectivités locales et des usagers.

Le périmètre du SAGE Sarthe Aval a été adopté par arrêté inter-préfectoral le 16 juillet 2009 et représente 2 727 km².

Le périmètre du SAGE Sarthe Aval rassemble :

- ✓ **184** communes et 542 106 habitants ;
- ✓ **3** départements (Sarthe [114 communes], Mayenne [51] et Maine-et-Loire [19]).

Parmi ces communes, 18 sont situées sur le territoire syndical (sur les 23 composant le SIDERM). Seules les communes de La Quinte, Saint-Pavace, Neuville-sur-Sarthe, Savigné-l'Évêque et Saint-Mars-la-Brière ne sont pas concernées.

Les unités de production de Saint Mars d'Outillé, Ecommoy et Yvré-le-Pôlin se situent dans le périmètre du SAGE (en extrémité sud-est).

Conformément au code de l'environnement, le projet de SAGE est composé de deux documents principaux qui disposeront, une fois adopté, d'une portée réglementaire :

- ✓ Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) ;
- ✓ Le Règlement.

L'objectif du SAGE Sarthe Aval est d'atteindre d'ici 2021 ou 2027 le bon état des différents milieux aquatiques sur tout le territoire grâce à la mise en place d'indicateurs quantifiés, notamment en matière de nitrates (50 mg/l) et de pesticides (0,1µg/l par molécule et 0,5µg/l cumulés) pour les eaux souterraines.

Pour atteindre ces résultats, le SAGE fixe 4 objectifs majeurs :

1. Gouverner le SAGE. Il se décline en 3 leviers

- ✓ Le pilotage ;
- ✓ L'étude, la communication, la sensibilisation et la formation ;
- ✓ L'amélioration de la connaissance.

2. Améliorer l'hydrologie et la morphologie des cours d'eau et préserver les milieux aquatiques. Il se décline en 4 leviers
 - ✓ Agir sur les têtes de bassin versant (levier prioritaire) ;
 - ✓ Entretien et restaurer les cours d'eau ;
 - ✓ Mieux lutter contre les espèces exotiques envahissantes ;
 - ✓ Préserver et gérer les zones humides
3. Mieux améliorer le territoire (gestion préventive et curative des événements naturels et anthropiques. Il se décline en 3 leviers
 - ✓ Mieux gérer les inondations ;
 - ✓ Préserver le bocage ;
 - ✓ Gérer les eaux pluviales.
4. **Mieux gérer les usages via une gestion qualitative et quantitative. Il se décline en 5 leviers**
 - ✓ Adapter les pratiques agricoles et réduire l'usage des pesticides agricoles ;
 - ✓ Abandonner l'usage des pesticides pour les particuliers et les collectivités (à partir de 2020) ;
 - ✓ Maîtriser la création de plans d'eau et la gestion de ceux existants ;
 - ✓ Ajuster le niveau des prélèvements à la quantité disponible ;
 - ✓ Encourager l'économie d'eau via la sensibilisation et l'information, mais aussi l'amélioration des rendements de réseau (pour rappel 85,2% au SIDERM en 2017).

Ce quatrième objectif est celui qui aura l'impact le plus important pour le SIDERM. Ils sont par ailleurs cohérence avec les objectifs fixés par les Agences Régionales de Santé dans le cadre de l'amélioration la qualité de l'eau distribuée.

REMARQUE :

Le paragraphe intitulé « L'Alimentation en Eau Potable (AEP) » devra être modifié dans son contenu. En effet, il laisse sous-entendre que les prestataires privés sont les acteurs incontournables dans ce domaine. Cependant, s'ils gèrent beaucoup de services d'eau (les plus petits), les volumes produits et distribués par les services en régie sont largement supérieurs.

Le Syndicat a déjà entamé une étude qui vont dans le sens dans meilleurs utilisation de la ressource en eau et de sa qualité sur les forages d'Yvré-le-Pôlin (démarrée en juillet 2018 par le bureau d'études Hydro Géologues Conseil).

- Vu le courrier de Madame la Présidente de la CLE, en date du 10 août 2018, sollicitant l'avis de l'assemblée délibérante sur le projet de SAGE Sarthe Aval,
- Vu le rapport de Monsieur le Vice-Président,

Le Comité Syndical :

- Emet un avis favorable assortit d'une remarque sur le projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de la Sarthe Aval révisé présenté par la Commission Locale de l'Eau,
- Autorise Monsieur le Président à signer cet avis et à le transmettre à la Commission Locale de l'Eau.

Monsieur Stéphane FOURNIER demande si le Syndicat maîtrise la création et la gestion des plans d'eau.

Monsieur Bruno LECOMTE répond que nous ne sommes pas concernés.

Accord à l'unanimité.

11- TRANSFERT DES BIENS DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU D'ECOMMOY AU SMAEP

Monsieur Joël GEORGES, Président, donne la parole à **Monsieur Philippe COUSIN** qui indique que :

Dans le cadre de l'adhésion de la Commune d'ECOMMOY au Syndicat Mixte pour l'Alimentation en Eau Potable de la Région Mancelle depuis le 1^{er} janvier 2018,

Vu la délibération du Conseil Municipal d'ECOMMOY en date du 2 juillet 2018 actant le principe de mise à disposition des biens liés à la gestion et le transfert des subventions au 1^{er} janvier 2018 de la Commune d'Ecommoy au SMAEP,

Il est demandé aux membres du Comité Syndical d'accepter:

- ✓ La mise à disposition des biens d'un montant de 2 659 005,85 € en valeur d'origine soit 2 026 015,43 € à ce jour,
- ✓ Le transfert des subventions d'un montant de 333 916,45 € en valeur d'origine soit 251 101,89 € à ce jour.

Les états de la reprise des subventions et de la mise à disposition des biens annexés à la présente délibération feront l'objet des écritures comptables et budgétaires nécessaires.

Monsieur François GARNIER demande s'il y a eu besoin de faire un nettoyage de l'actif.

Monsieur Roland LAMY répond que le Trésor Public d'Ecommoy a fait un nettoyage de l'actif et la commune d'Ecommoy a reversé les excédents, soit 521 000 €, au Syndicat le 18 septembre 2018.

Monsieur Jean-Claude LANDAIS ajoute qu'il s'agit bien d'une mise à disposition et non d'un transfert de biens. Quand on fera les comptes, cela sera bien écrit comme tel.

Monsieur Gérard DECARPES s'interroge sur le nettoyage de l'actif.

Monsieur Roland LAMY explique qu'il s'agit des immobilisations, des compteurs, ... On regarde la réalité physique des biens pour conserver un actif qui correspond au plus proche. Il faut bien fiabiliser les inventaires.

Accord à l'unanimité.

12- REALISATION D'UN AUDIT RELATIF A L'OPTIMISATION DES CHARGES SOCIALES PATRONALES ET DE LA FISCALITE ENERGETIQUE

Monsieur Joël GEORGES, Président, informe les membres du Comité Syndical que le Syndicat a été sollicité par un cabinet conseil qui propose la réalisation d'un audit relatif à l'optimisation des charges sociales patronales et de la fiscalité énergétique.

La méthodologie d'intervention se décompose comme suit :

- Une demi-journée de collecte d'informations,
- Un mois de rédaction du mémoire technique,
- 6 à 9 mois de concertation avec les organismes concernés afin de recouvrer les montants dus à la collectivité.

Par la suite, le Syndicat est libre d'accepter ou de ne pas accepter leurs préconisations après remise des rapports d'audit.

Leur rémunération est exclusivement au résultat : le taux de partage est de 35 % des régularisations et économies obtenues par le SIDERM.

Il est proposé aux membres du Comité Syndical de :

✓ *de faire appel au cabinet CTR-CONSEIL dans le but d'optimiser certaines dépenses,*

✓ *d'autoriser le Président à signer la ou les conventions et tous les documents s'y rapportant.*

Monsieur Jean-Claude LANDAIS explique qu'un cabinet gestionnaire avec des Syndicats (CRT CONSEIL) nous a contacté. Il s'agit de la loi Fillon qui assimile des SPIC à des entreprises susceptibles d'être éligibles. Le cabinet négocie pour les organismes qui, s'ils obtiennent des résultats, reversent au cabinet 35 % des régularisations et économies obtenues. On serait éligible à 0,7 %, ce qui représente plusieurs milliers d'euros.

Monsieur Roland LAMY ajoute que la Ville du Mans a été approchée mais ne sait pas si elle va donner suite.

Monsieur Jean-Claude LANDAIS précise qu'ils rendent un rapport et c'est au vu de ce rapport que l'on décide ou non de donner suite.

Monsieur Gérard DECARPES demande comment cela se passe si l'on refuse.

Monsieur Jean-Claude LANDAIS répond que nous ne les payerons pas.

Accord à l'unanimité.

13- AFFAIRES DIVERSES

70 ans du Syndicat

Monsieur Joël GEORGES explique qu'une commission a été mise en place.

Monsieur Olivier CAVAILLES ajoute qu'il y a déjà eu une réunion et que plusieurs réunions sont prévues. Beaucoup d'idées seront présentées au prochain Bureau Syndical.

Monsieur Joël GEORGES ajoute que pour la communication on verra avec le journal Ouest France mais on va devoir attendre un peu.

Il est demandé à qui sera ouvert l'anniversaire des 70 ans du Syndicat, **Monsieur Jean-Claude LANDAIS** répond aux élus et au public.

Monsieur Samir BRIHI explique qu'il y aura un cocktail dinatoire et une semaine découverte des usines.

Monsieur Bruno LECOMTE ajoute que l'on profitera des 70 ans du Syndicat pour montrer la qualité de ce que l'on fait.

❧

**Le prochain Comité Syndical aura lieu le 14 décembre 2018
à Laigné en Belin à 10h00.**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11H30.